

INVESTISSEMENTS, COMMERCE INTERNATIONAL ET DESSOUS-DE-TABLE

Les grands pays exportateurs peinent à faire cesser la corruption à l'étranger

Dans un rapport 2009, qui vient de paraître, sur la mise en œuvre de la Convention de l'OCDE (Organisation des pays riches et des principaux exportateurs mondiaux) de 1997 pénalisant la corruption de fonctionnaires étrangers dans les transactions commerciales internationales, on constate une absence de réelle volonté politique pour la faire respecter.

La majorité des grands pays exportateurs peinent à faire appliquer pleinement l'interdiction de verser des pots-de-vin à l'étranger, selon un rapport qui vient d'être publié. Selon ce rapport, seuls quatre pays sur les 36 évalués appliquent activement la Convention anti-corruption de l'OCDE qu'ils ont ratifiée.

Onze autres pays respectent modérément leurs engagements et 21 pays ne les appliquent peu ou pas du tout. Alors que cette situation met en péril son efficacité même, il est essentiel pour toutes les parties de veiller à la mise en œuvre effective de la Convention. La volonté politique doit être au cœur des efforts de lutte contre la corruption, particulièrement dans le contexte actuel de récession mondiale et alors que les entreprises subissent de fortes pressions pour faire face à des commandes en recul. Une mise en application effective est nécessaire pour garantir une concurrence équitable.

La Convention anti-corruption de l'OCDE confrontée à de sérieuses difficultés

Que la législation anti-corruption soit archaïque, que la classe politique fasse

ouvertement obstruction aux enquêtes, que les procureurs ne disposent pas de budgets adaptés ou que les pouvoirs des magistrats enquêteurs soient restreints, la Convention de l'OCDE est confrontée à de sérieuses difficultés.

Autre obstacle majeur : le recours à la sécurité nationale pour motiver le refus de poursuivre la corruption à l'étranger. Il est essentiel de réaffirmer que la Convention n'autorise pas d'exceptions au nom de telles considérations.

Lorsque la Convention anti-corruption de l'OCDE est entrée en vigueur il y a dix ans, nombre d'observateurs et d'analystes considéraient qu'elle représentait une avancée historique, particulièrement nécessaire dans la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale. Les pays riches s'engageaient à mettre de l'ordre chez eux, à porter un coup majeur à l'offre de corruption et à donner à la lutte contre la pauvreté dans le monde une réelle chance de réussir. Toutefois, à moins que l'OCDE ne désigne la mise en application de la Convention par tous les pays l'ayant ratifiée comme une priorité urgente et fondamentale, l'inaction de certains pourrait encourager d'autres Etats à ne pas respecter leurs engagements. Enfin, il est important de souligner que, pour assurer

une concurrence équitable, l'ensemble des grands pays exportateurs doivent respecter les mêmes règles. S'il est encourageant de voir que l'Afrique du Sud a ratifié la Convention l'an dernier, la Chine, l'Inde et la Russie doivent être amenées à faire de même. Il s'agit notamment de leur rappeler que l'adoption de mesures anticorruption est une condition essentielle pour la protection des investissements de leurs entreprises.

La France, 1^{er} fournisseur de l'Algérie, applique modérément la Convention

Aux côtés de 10 autres pays, la France — premier fournisseur de l'Algérie et un de ses tous premiers clients —, est classée dans la catégorie des pays respectant modérément la Convention.

En effet, même si 21 enquêtes sont en cours en France, aucune condamnation n'a été prononcée à ce jour pour corruption d'agent public étranger. Ces dernières années, de nombreuses allégations de corruption visant des entreprises françaises à l'étranger ont par ailleurs été rapportées (Alstom au Brésil, Alcatel au Costa Rica, Areva au Mexique, etc.). Ce classement se

justifie aussi au niveau des moyens de poursuivre les faits de corruption. Du fait d'une compétence restreinte, la justice française ne peut enquêter sur une infraction de corruption commise à l'étranger qu'à la demande du ministère public du pays où l'infraction a été commise ou suite à une plainte de la victime. Encore plus préoccupant, le projet de suppression du juge d'instruction, en confiant les enquêtes au procureur de la République dépendant du pouvoir exécutif, fait peser le risque que l'action de la justice ne soit même plus initiée dans des grands dossiers politico-financiers liés à l'international.

Enfin, une dernière explication concerne la protection du déclencheur d'alerte qui, si elle existe depuis 2007 pour le secteur privé, ne s'étend pas au secteur public. Ce rapport 2009 sur la mise en œuvre de la Convention anti-corruption de l'OCDE s'appuie sur les informations fournies par des experts et des analystes, et présente succinctement d'importantes affaires de corruption à l'étranger impliquant des multinationales. Il traite aussi de l'efficacité des systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent, de la nécessité d'imposer aux entreprises une responsabilité pénale, de l'accès public à l'information et de la protection des déclencheurs d'alerte.

Djilali Hadjadj

LES PROBLÈMES DE CORRUPTION DISSUADENT LES ÉTRANGERS D'INVESTIR EN RUSSIE

Malgré l'engagement du Président russe de lutter contre la corruption et l'instrumentalisation de la justice et de l'administration par des intérêts privés, la corruption, les tracasseries administratives et les manipulations judiciaires repoussent de plus en plus d'investisseurs. En effet, après l'opérateur norvégien de téléphone Telenor, c'est au tour de l'entreprise suédoise Ikea de geler tous ses projets en Russie. Le groupe suédois est un symbole de l'ouverture de l'économie russe puisqu'il est un des premiers distributeurs à avoir misé sur le pays. Cependant, en réponse à son refus de verser des dessous-de-table, Ikea s'est vu surfacturer pour 189 millions de dollars d'électricité, selon le fondateur du groupe. Le Conseil de l'Europe a publié un rapport inquiétant sur les poursuites judiciaires motivées politiquement en Russie au moment où Ikea a décidé de geler ses projets. Sont citées dans ce rapport les affaires loukos et les persécutions contre l'entreprise Hermitage Fund qui aurait été attaquée par des groupes mafieux. Dans la presse russe, le 29 juin, un investisseur étranger soulignait que le rapport du Conseil de l'Europe «officialise ce que tant d'entre nous savent depuis longtemps : le système judiciaire russe est en lambeaux».

OUVERTURE DEMAIN À TUNIS D'UN COLLOQUE AVEC LE SOUTIEN DE L'UNION AFRICAINE

Transparence et réduction des risques de corruption dans le secteur de la défense et la sécurité

Un colloque ayant pour thème «Transparence et réduction des risques de corruption dans le secteur de la défense et la sécurité» s'ouvre demain à Tunis, et durera jusqu'au 23 juillet. Organisée par un groupe d'experts de l'ONG Transparency International, groupe chargé du programme de la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense et le commerce de l'armement, cette réunion associe la Banque africaine de développement et a le soutien de l'Union africaine.

POUR CORRUPTION VIA LE PROGRAMME «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE EN IRAK»

Le groupe pharmaceutique Novo Nordisk règle 18 millions de dollars d'amende aux Etats-Unis...

Le groupe pharmaceutique danois Novo Nordisk a conclu un marché avec les autorités américaines acceptant de payer 18 millions de dollars d'amende afin d'éviter un procès pour pots-de-vin versés dans le cadre du programme de l'ONU en Irak «Pétrole contre nourriture».

Novo Nordisk avait été nommé en octobre 2005 dans un rapport des Nations unies parmi les 2 200 sociétés soupçonnées d'avoir versé des pots-de-vin en relation avec des contrats obtenus dans ce programme onusien. Selon ce rapport, Novo Nordisk avait payé environ 1,5 million de dollars «sous la table» dans le cadre de 11 contrats d'une valeur totale d'environ 20 millions de dollars. Mais le groupe a précisé le 28 octobre 2005, en réponse à ces accusations, que ses ventes en Irak de 1996 à 2003 s'étaient élevées à quelque 310 millions de couronnes danoises (41,6 millions d'euros), principalement en insuline.

«Ces ventes avaient été effectuées par les bureaux de Novo Nordisk à Athènes et Amman et via un agent local en Jordanie», a indiqué le groupe, notant que la commission de l'agent «typiquement de 10% est passée à 20% de 2001 à 2003 afin de couvrir, selon lui, les dépenses croissantes de distribution et de marketing».

... Et verse 4 millions d'euros à la justice danoise

Le procureur spécial chargé de la criminalité économique au Danemark, qui avait clos en mars 2009 une investigation préliminaire visant treize entreprises danoises, dont Novo Nordisk, impliquées dans le cadre du programme «Pétrole contre nourriture», a décidé de «rouvrir le dossier après avoir pris connaissance de notre accord aux Etats-Unis», a précisé le porte-parole du groupe Novo Nordisk. Le leader mondial de la fabrication d'insuline, installé depuis des décennies en Algérie Novo, a conclu le 26 juin dernier un marché avec le procureur danois chargé de la criminalité économique spéciale sur le paiement de 4 millions d'euros pour la même affaire. Novo Nordisk fait partie de sept sociétés danoises qui ont accepté un compromis de verser de très fortes amendes à l'Etat danois dans cette affaire de pots-de-vin en Irak, selon un autre communiqué du procureur danois chargé de la criminalité économique spéciale.

Siemens se rachète une conduite auprès de la Banque mondiale

Le conglomérat allemand Siemens, touché par une série de scandales de pots-de-vin, va apporter à l'avenir son soutien financier à la lutte contre la corruption dans le cadre d'un accord conclu avec la Banque mondiale. Dans le cadre de cet accord, le groupe va apporter environ 5 millions d'euros par an pendant 15 ans à des programmes anti-corruption comme ceux des Nations unies, a indiqué un porte-parole de Siemens. En signe de sa bonne volonté, Siemens renonce aussi à répondre à des appels d'offres pour des projets financés par la Banque mondiale, du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010. Au cours des dernières années, le groupe réalisait environ 100 millions d'euros par an de chiffre d'affaires avec de tels projets. Mais les pertes induites par cette décision devraient être nettement moins importantes que cette somme, selon des sources proches du dossier. La Banque mondiale doit encore décider si elle interdit ou non à Siemens de participer à des projets en Russie. Elle reproche à l'entreprise d'y avoir versé environ 3 millions de dollars de pot-de-vin entre 2005 et 2006.